

Bimensuel d'information
B.P.4166 - Tél. 23 1494

PRIX : 200 Fbu

Edité par le Service d'Édition et de Distribution
de L'AUBE de la Démocratie et de Kanura BURAKWE.

SEDAB Impression par T. NA. BU.

L'AUBE

DE LA DEMOCRATIE

Editorial

Il faut interroger sa conscience

Le processus de démocratisation de la vie politique burundaise atteint aujourd'hui sa phase cruciale et décisive. Les intérêts en jeu se mettent de plus en plus à l'évidence. Des stratégies s'élaborent et des tractations se mènent de toutes parts. Chaque protagoniste de la vie politique nationale essaie de réunir le plus de cartes possible et de mieux se positionner pour gagner les compétitions électorales futures.

Les interrogations qui entourent le débat sur la gestion de la transition, notamment après que le Chef de l'État ait rendu publique la formule à travers laquelle il entend "associer" les partis politiques de l'opposition à la "prise des décisions", montrent que la classe politique au pouvoir est loin de s'être débarrassée des réflexes d'ancien, ceux-là mêmes qui ont marqué l'ère du monopartisme qui règne sans partage depuis une trentaine d'années.

Au lieu de chercher une réponse objective à une question clairement posée, le pouvoir se fourvoie dans des actions d'intimidation, de chantage et, plus grave, s'adonne à des tentatives de division de la partie adverse sur bases des travaux qu'il dérange au grand jour mais auxquels il recourt dans l'ombre. Les deux semaines qui viennent de passer après que le Président Buyoya ait annoncé sa formule d'association de l'opposition à la gestion de la transition sont riches d'enseignements. Le pouvoir entend poursuivre jusqu'au bout sa démarche solitaire dans la conduite du processus de démocratisation de la vie politique de notre pays.

SUITE EN PAGE 2

Gestion de Transition

LE « MODELE » SE BLOQUE

EN PAGE 2

Le Président Buyoya entre le marteau et l'enclume

Une partie très serrée se joue en ce moment au Burundi, entre le pouvoir et la toute jeune opposition. En jeu : la gestion de la transition. En plus du peuple, exposé comme toujours à être l'otage d'ambitions politiques contradictoires, quand

bien même elles seraient aussi légitimes les unes que les autres, l'homo le plus malin est certainement le Président de la République. En plus de cette Constitution et la mise en place des institutions démocratiques prévues par la loi fondamentale. C'est donc lui qui doit subir les assauts tant des Partis que des autres intérêts, conscients que la qualité des Institutions définitives dépendra bien évidemment de la façon dont elles auront été préparées et mises en place.

SUITE EN PAGE 8

Le FRODEBU a-t-il six ans ?

MONSIEUR NDADAYE REPOND PAR OUI ET DONNE DES PREUVES

Dimanche 25 octobre 1992: un jour pas comme les autres dans la province Cibitoke. Certes, tout le monde sait que pour les chrétiens (catholiques et protestants) c'est un jour consacré à la prière. L'on sait aussi que partout dans le pays, le dimanche est le jour où les grandes places du marché se remplissent. Mais aussi, depuis près de

trois mois, le dimanche est devenu, au Burundi, une journée d'intenses activités politiques. Meetings et autres assemblées profitent du caractère féérique de ce jour pour s'organiser. Ce dimanche 25 octobre, le FRODEBU en était à son sixième meeting à l'échelle provinciale. Très tôt le matin, on sent qu'il y a quelque chose de nouveau qui se prépare.

La population se mobilise. On commence, bien évidemment, par aller aux offices religieux. Ensuite, on va au rassemblement du FRODEBU. A 11h 30, arrivent le Président NDADAYE et sa délégation. Tout le Comité directeur est au grand complet. De Bujumbura à Cibitoke, le voyage n'a pas été pénible. La route

SUITE EN PAGE 4

Négociations inter-rwandaïses

LES CONDITIONS DE LA PAIX

EN PAGE 8

SPORTS

BURUNDI : PETIT PAYS, GRANDS SPORTIFS.

EN PAGE 6

Prix: BURUNDI : 200 F. , Rwanda : 200 F. , Zaire : 2 \$, Afrique Francophone : 500 F.CFA , Belgique : 100 F. , France : 15 F. , Suisse : 4 F. , Canada : \$ 3,5 , Etats-Unis : \$ 3,5

NOS COMMENTAIRES

Le FRODEBU a-t-il six ans ?

MONSIEUR NDADAYE REPOND PAR OUI ET DONNE DES PREUVES

De la première page est très bonne et la distance très courte.

Dès 12 heures, commence la marche-procession. Elle se fait sur une distance de trois kilomètres. Elle part du niveau du Lycée Pédagogique pour se diriger au Stade de Cibitoke. La population a répondu massivement à l'invitation. Au milieu de la marche, le Représentant du parti dans la province a raison de manifester sa joie quand il s'adresse au Président du parti pour lui dire que la mobilisation a bien réussi. Effectivement cela l'était. Cibitoke se hissait ainsi au deuxième rang des meetings correctement réussis par le FRODEBU. Après Rumonge.

UN EVENEU IMPORTANT

Il y avait quelques jours en effet que le parti UPRONA avait organisé son meeting dans la région. Monsieur MUYIGI y avait passé pratiquement toute une semaine, distribuant radios, téléviseurs et bicyclettes en vue de tenter de drainer vers son parti cette population de la plaine de l'Inbo. Ce qu'il n'a pas pu réussir. Beaucoup de gens disaient en effet qu'ils n'attendaient qu'un parti : le FRODEBU. N'eut été l'épidémie de m'ningies, ils l'auraient rencontré dès le 20 septembre 1992.

Mais la visite a été reportée au 25 octobre 1992. Tout était donc en ordre ce jour-là. Après cette pause imposée par la méningite, les partis reprénaient ce jour-là leur bâton de pèlerin. Alors que le FRODEBU était à Cibitoke, l'UPRONA lui paraît à l'assaut de Rumonge avec l'objectif peu caché de démontrer au public que Rumonge n'est pas un fief du parti de Monsieur NDADAYE (voir la brève nouvelle y relative). Comme pour comparer ou plutôt pour montrer la capacité mobilisatrice des deux "géants" de la vie politique burundaise, la télévision burundaise avait dépêché deux équipes de reportage dans les deux endroits.

Chacun, du moins ceux qui ont des téléviseurs ont vu et entendu. Ils ont vu des foules aux couleurs rouge-blanc à Rumonge et vert-blanc à Cibitoke. Ils ont entendu par exemple Monsieur NDADAYE parler du programme du FRODEBU. Mais la télévision n'a pas diffusé l'extrait du discours du président du parti des "INZIRANGENKWA" où il était question des preuves de cette ancienneté de six ans du FRODEBU, en tant que parti d'opposition

que certains contestent. Monsieur NDADAYE avait choisi donc Cibitoke pour faire quelques révélations sur les péripéties qu'a traversées son parti depuis 1986 jusqu'à son agrément, le 23 juillet 1992.

UN CONGRES DANS LES RUES DE GITEGA

C'était sous Bagaza. A l'époque où la dictature exercée par cet homme et ses proches terrorisait tout le monde. Période où la violation des droits de l'homme atteignait son paroxysme. L'une des principales manifestations de cette violation étant le conflit Eglisha Etat marqué par la fermeture par l'autorité publique de beaucoup de lieux du culte. C'était enfin à l'époque où les fameux "sûretarés" du régime ceinturaient tous les quartiers afin de décourager toute tentative de rencontre entre plusieurs personnes.

Pour contourner ces problèmes, les Burundais qui ont pris l'initiative de lancer le défi au régime dictatorial de Bagaza choisissent de tenir le Congrès constitutif du parti dans les rues de GITEGA. Ils sont à une vingtaine. Ils se répartissent en groupe de 3 personnes ayant chacun un aspect à étudier. Chaque groupe a un responsable qui une fois les échanges terminés, va se rencontrer avec les autres pour faire une mise en commun.

C'est ainsi que les idées-forces sur lesquelles marche le FRODEBU ont été discutées et fixées.

C'est ainsi également que le FRODEBU n'a pas attendu la Constitution du 9 mars 1992 pour se constituer en parti. Quand il fait lutté pour la liberté et le droit, il n'y a pas à attendre l'autorisation de qui que ce soit. C'est une obligation morale. Le FRODEBU n'a pas attendu donc que le régime de la IIIème République permette la constitution des partis. Il a beaucoup travaillé en clandestinité, pendant six ans. Légalisé aujourd'hui, il s'affirme sur le terrain politique ou alternatif pour la gestion du Burundi.

Comment donc ce parti a-t-il travaillé dans la clandestinité ? Beaucoup de choses ont été faites de 1987 à 1991. Lors du meeting de Cibitoke, Monsieur NDADAYE a parlé de trois faits.

UNE EMISSION PIRATE

3 septembre 1987, le pouvoir change de main à Bujumbura.

Le Major Pierre Buyoya remplace le Colonel Jean-Baptiste Bagaza. Néanmoins, il ne touche pratiquement pas sur ces pratiques néfastes du régime déchu notamment en ce qui concerne la question de l'unité nationale.

Lors des tournées que le jeune Major effectue à travers le pays, la question lui est souvent posée. Quelle différence

Le Major Buyoya entend-il manquer par rapport à ses prédécesseurs Bagaza et M-combero? Le débat est animé ; la question touche en effet au cœur de beaucoup de Burundi qui attendent une solution aux nombreux problèmes liés aux divisions ethniques et aux divisions régionalistes qui entravent

Le 21 octobre 1988, lors d'une réunion du corps des fonctionnaires de Gitega, réunion organisée et présidée par le Gouverneur de cette province, monsieur Yves Mwanzi, à la suite des tragiques événements de Ntega et de Nzanzanga, monsieur Ndadaye Marditor a mis la parole pour poser les problèmes relatifs à la question de l'unité nationale et proposer des voies de solution. Son analyse est partie d'abord d'un aperçu historique où il tentait de montrer comment la question avait pris racine avant de proposer une série d'actions à entreprendre pour résoudre cet épineux problème.

Comme nous l'avons prouvé lors du meeting que le FRODEBU a organisé le 25 octobre dernier à Cibitoke, nous vous proposons la deuxième partie de cette intervention où il est question des propositions concrètes avancées alors par monsieur Ndadaye. Nous tenons absolument à souligner que cette intervention était raisée au nom d'un certain parti... Le FRODEBU qui venait de se créer à Gitega, il y avait de cela deux ans. Au lecteur d'apprécier ce que le pouvoir et les débats sur la question de l'unité nationale ont retenu des propositions de monsieur Ndadaye.

PROPOSITIONS CONCRETES

1. Réconcilier les esprits

Trop de sang a été versé dans ce pays, trop d'orphelins, de veuves et d'infirmes interpellent notre conscience. Il est urgent de ne pas aggraver une situation suffisamment précaire. En effet, beaucoup voudraient juger ceux qu'ils soupçonnent d'avoir commandité les événements de Ntega et Nzanzanga, les hutu aimeraient quant à eux que soient jugés les auteurs des assassinats politiques depuis les années 1960 et ceux qui ont participé aux répressions aveugles et pillage des années 1972 et 1988.

En vérité, c'est des dizaines de milliers de gens qu'il faudrait juger et probablement exécuter. Qui peut prétendre actuellement être en mesure d'organiser objectivement de tels procès ? Ce qui est sage aujourd'hui de faire est de :

- réhabiliter les dizaines de milliers de personnes mortes depuis 1965 et leur construire un monument.

- libérer tous les prisonniers politiques, les réhabiliter dans leurs droits et fonctions.

- écarter des fonctions administratives et politiques les gens qui ont trempé de près ou de loin dans le sang.

2. Mettre à l'honneur la démocratie

Ici, il ne s'agit pas de chanter la démocratie et ses vertus, il faut la mettre en pratique. Concrètement, les administrateurs communaux, les responsables du parti à tous les niveaux doivent être élus au suffrage universel direct sur présentation libre de candidatures multiples. Un responsable politique doit être natif de l'entité qu'il est appelé à diriger.

Les directeurs des écoles primaires, secondaires et supérieures doivent être élus sur candidatures multiples par le corps des enseignants.

Il faut donc dans les meilleurs délais organiser l'élection des instances dirigeantes du pays à tous les niveaux.

3. Mettre sur pieds un CONSEIL NATIONAL POUR LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE
Pour faire aboutir les changements démocratiques et sociaux qui s'imposent, il faut doter la direction du pays d'un organe qui inspire

Le FRODEBU a-t-il six ans ?

MONSIEUR NDADAYE REPOND PAR OUI ET DONNE DES PREUVES

De la page 4

L'autocensure est à son comble au moment où il fallait plutôt profiter du changement qui venait d'intervenir pour poser les vraies questions auxquelles la Société burundaise était confrontée.

C'est le choix que fait le FRODEBU par l'intermédiaire d'un de ses membres qui travaillait alors à la Radio-Télévision Nationale du Burundi. La méthode utilisée ? Un reportage fait dans les provinces de Gitega et de Kayanza où le Président de la République était déjà passé et dans celle de Muyinga où il effectuait sa visite. Il s'agissait, pour ce reporter, d'apprécier l'impact qu'avait produit la visite du nouveau Président de la République.

Le reportage sera essentiellement centré sur la question de l'Unité nationale et ces personnes à interviewer seront bien triées au volet. Le reporter militant d'un parti clandestin avait choisi d'interroger Monsieur Melchior NDADAYE qui animait le FRODEBU récemment et clandestin et quelques autres militants.

Quand l'émission a été diffusée sur les antennes de la "Voix de Révolution", beaucoup d'auditeurs se sont interrogés, appréciant très positivement l'aide du réalisateur de l'émission qui pour la première fois posait ces véritables problèmes. D'une durée de 90 minutes, l'émission abordait la problématique de l'Unité nationale dans ses composantes ethniques et régionales et proposait, finalement comme solution, l'instauration d'une démocratie pluraliste dans le pays. En 1987, une telle approche était audacieuse.

DECLARATION "LESE-MAJESTE" ?

Audacieuse comme l'a également été l'intervention, la longue intervention, qu'a fait Monsieur NDADAYE lors d'une réunion convoquée par le Gouverneur de Gitega, Yves MINANI, à l'intention des fonctionnaires de cette province et ce à la suite des événements de NITEGA et MRWANGARA (voir encadré).

Avant de la faire, Monsieur NDADAYE avait tenu à consulter ses amis politiques de Bujumbura qui lui ont donné l'aval de le faire. Comme le parti était encore dans la clandestinité, cette intervention, écrite, devait se faire publiquement à titre personnel.

Elle ne reflétait pas moins une vue collective du parti. Une fois faite, l'intervention suscita beaucoup de réactions : les unes hostiles, d'autres favorables et s'inscrivaient dans la ligne de soutien de

ce que Monsieur NDADAYE venait de déclarer. Le lendemain de son intervention, Monsieur NDADAYE est descendu à Bujumbura pour discuter avec ses amis de la portée éventuelle du message qu'il avait livré. En tout cas, au sein du pouvoir, ce dernier n'était pas bien vu, puisque le jour suivant, exactement à 12h 15, trois véhicules de la sûreté s'immobilisèrent devant sa maison pour débarquer les hommes venus l'arrêter. C'est dans ces circonstances qu'il fut amené à Bujumbura où il connut ses premiers jours de prison dans les enclos de la Sûreté Nationale (deux semaines) avant d'être transféré dans la célèbre prison de Rumonge. Il n'en sortira que deux mois plus

tard. En procédant ainsi, le pouvoir esprima certainement fin à la dynamique FRODEBU, il n'en put rien. Le travail a continué puisque des 1989, le parti a commencé à sortir son journal, "L'ALBE DE LA DEMOCRATIE" mais clandestinement. La même année, le parti présentait son mémorandum dans lequel il revendiquait l'organisation d'une Conférence Nationale en vue de la préparation du processus de démocratisation de notre pays.

FACE AU PRESIDENT BUYOYA

Cette idée a continué à être défendue notamment quand on a commencé à parler du "Congrès Extraordinaire Elargi"

que le parti UPRONA projetait pour fin décembre 1990. Les militants du FRODEBU oeuvrant dans les hautes sphères du parti UPRONA et de ses mouvements intégrés ont porté haut l'étendard des revendications du multipartisme. Par écrit et par verbe, ils indiquaient à toute occasion qui se présentait que le Burundi ne pouvait pas échapper au courant multipartiste. Beaucoup de fois, ils n'ont pas été compris et le sommet du parti UPRONA n'a pas hésité à mettre certains en garde contre une opinion nationale prétendument défavorable à la restauration du pluralisme politique.

C'est ainsi que là où ces militants cachés dans ces structures de l'UPRONA revendi-

quaient le multipartisme, les tenants du parti unique caricaturaient cette revendication en la taxant de minétisme comme une "mode" ou un "ouragan" qui passe avec ce temps !

Alors que se préparaient les assises du "Congrès Extraordinaire Elargi" du parti UPRONA, le FRODEBU décida qu'il était temps de faire connaître publiquement sa position sur la démocratisation nécessaire du Burundi.

Le 11 décembre 1990, deux semaines avant la venue de ce Congrès, le Président de la République, alors Président du Comité Militaire pour le Salut National et donc le haut responsable de l'UPRONA à l'époque, rencontrait les hauts cadres du Secrétariat National Remuant de l'UPRONA et les membres des Comités centraux des Mouvements inférieurs. Ces derniers étaient invités à prendre connaissance des projets de résolutions qui allaient être proposées aux Congrèsistes. Ces résolutions portaient d'une analyse critique faite sur le parti UPRONA de sa naissance à nos jours et de points de vue sur le comportement du parti face aux impératifs pluralistes qui s'annonçaient.

Dans ces débats qui ont suivi la présentation de ce texte critique et des résolutions qui en étaient issues, le Président de la République, visiblement mis au parfum de ce qui allait se passer, avait pris soin de demander à la presse et à sa garde personnelle, de sortir de la salle pour permettre aux participants de "laver ce litige sale en famille".

C'est à ce jour que des militants du FRODEBU oeuvrant dans les organes de direction du parti UPRONA ont demandé au Chef de l'Etat de transformer ce Congrès en une Conférence Nationale. Le débat fut animé essentiellement entre le Chef de l'Etat et messieurs Karibwami Pontien, Ndirungweye Sylvestre Nyanzema Léonard. Des derniers revendiquaient une Conférence Nationale devant leurs collègues habêtés et étourrés. Evidemment, "la bande des trois" n'a pas eu gain de cause.

Toujours est-il que le débat était larqué. Le 15 janvier 1991, deux semaines après la tenue du Congrès Extraordinaire Elargi de l'UPRONA, le FRODEBU adressait une lettre ouverte signée Karibwami Pontien au Chef de l'Etat. Pour parler au comment il fallait concevoir et gérer la transition du parti unique au multipartisme.

Le débat se retrouve aujourd'hui à l'ordre du jour.

Agrippine NDIRUMUCZO.

PROPOSITIONS CONCRETES

De la page 4

La confiance de tous les citoyens. Les membres de cet organe devraient être élus au suffrage universel direct et à bulletin secret sur présentation de candidatures multiples en présentant toutes les dispositions nécessaires pour qu'aucune ethnique ou région ne soit lésée.

4. Formation d'un gouvernement représentatif

Il est indispensable dans l'immédiat que soit nommé un premier ministre de préférence d'une ethnique différente de celle du président. Le premier ministre serait responsable de la formation d'un gouvernement représentatif de toutes les couches socio-ethniques et régionales du pays.

5. Restructurations de certains ministères

Quels qu'en soient les titulaires, les ministères de la défense, de l'intérieur, de l'éducation nationale et des relations extérieures doivent être détribalisés. Pour ce qui est du ministère de la défense, il faut prévoir un commissariat politique à l'armée. Concrètement, chaque commandant d'unité devrait travailler côte à côte avec un commissaire politique nommé ne recevant ses ordres que du Conseil National pour la Révolution Démocratique à travers le commissariat politique à l'armée. Le commissaire politique à l'armée devra notamment surveiller les mouvements de troupes et superviser les recrutements. La sûreté nationale doit être complètement réorganisée et réorientée. D'organisation secrète d'une ethnique contre une autre, elle doit avoir la mission de veiller à la perméabilité des acquis démocratiques. Elle doit être orientée contre les extrémismes c'est-à-dire ceux qui refusent le changement et ceux qui préconisent une solution raciale violente.

Le ministère de l'intérieur devra employer des administratifs élus démocratiquement. Quant au ministère de l'éducation nationale, en plus de l'élection des directeurs à tous les niveaux d'enseignement, il faut prévoir des commissions multietniques chargées de surveiller l'avancement des élèves d'un cycle à l'autre, l'orientation, les redoublements et l'octroi des bourses d'étude. Enfin, le ministère des relations extérieures doit changer de philosophie et mettre en place des hommes qui représentaient réellement tous les Burundi et non des éternels défenseurs des soucis d'un groupe ethnique.

6. Préparation d'une constitution et d'une charte nationale

Le Conseil National pour la Révolution démocratique, sitôt constitué devrait s'atteler à l'élaboration d'une charte nationale et d'une constitution dont le cachet fondamental serait :

- Le respect du droit à la vie
- Le respect des libertés démocratiques
- Le pluralisme politique
- La séparation des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif
- La création des institutions politiques élus démocratiquement et ayant de réels pouvoirs.